



## VISITE OFFICIELLE DE FAURE GNASSINGBÉ EN FRANCE :



### Paris et Lomé confirment leurs bonnes relations

### INVITÉ SPÉCIAL P.6

Seth Matéli KLUVIA, Coordonnateur de la Plate forme citoyenne pour les élections locales et l'enracinement de la démocratie à la base.



### DOSSIER PP.7-8

Pêche artisanale au Togo :  
**Relever le défi de l'industrialisation**

### Eco/SOCIAL P.11

CECO BTP offre un bâtiment au CEG KPANDIYO

**flooz** no limit

**Payer vos factures devient si simple !**

\*155#

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

groupe etisalat

## Editorial

Infos N°0099 | du 20 Nov au 04 Déc 2013

✎ Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

### L'imprudent CST !

Dans un document rendu public le 10 novembre dernier et présenté comme le rapport d'enquête qu'il a effectuée dans le cadre des incendies qui ont ravagé en début d'année les marchés de Lomé et de Kara, le CST (Collectif Sauvons le Togo) a désigné plusieurs hautes personnalités civiles et militaires comme les responsables de ces actes criminels. Il les accuse d'avoir planifié, organisé, mis en route et exécuté la destruction par le feu de ces centres névralgiques de l'économie togolaise à des fins crapuleuses essentiellement, et politiques accessoirement. Il se serait agi pour eux d'une part, d'avoir voulu récupérer ces sites pour en faire un centre commercial à l'instar d'Accra Moll au Ghana et d'autre part, de punir les revendeuses qui y exercent pour leur présumé soutien financier apporté à l'opposition.

Ces graves accusations portées sur d'importants dignitaires du pouvoir souffrent de tellement de carences qu'elles posent la question même de la démarche consistant à l'élaborer et de l'objectif visé... De fait, la publication du rapport a fait pschitt et n'a pas eu l'effet escompté et a eu le destin d'un feu de paille.

C'est que les allégations du CST manquent désespérément d'éléments probants pour une enquête aboutie et conclue, qui aurait dû comporter des faits détaillés et circonstanciés. Et que dire du mobile! Il ne résiste pas à l'analyse, les femmes dont les auteurs voulaient obtenir le déguerpissement n'étant pas propriétaires des lieux comme elles ne financent pas plus le CST que le parti au pouvoir; de gros contributeurs du régime faisant partie des commerçantes les plus importantes.

La légèreté coupable avec laquelle des partis politiques et des associations de défense des droits de l'homme aient pu s'approprier et revendiquer en le signant un tel document est difficilement compréhensible. Il démontre à l'envi qu'ils n'ont pas encore appréhendé, encore moins intégré l'important rôle qui doit être le leur dans une société encore fragile, qui construit sa démocratie autour de la nécessaire cohésion sociale. Certes, plusieurs personnes leur avaient suggéré de réunir des éléments au terme de leur propre investigation à exposer pour leur défense au cours d'un éventuel procès, puisque plusieurs leaders de ce regroupement sont poursuivis par le Procureur dans le cadre d'une information judiciaire ouverte suite aux incendies. Il s'agirait de prouver leur innocence et de confondre les vrais coupables, en s'inspirant leur conseillait-on alors, du procès de Leipzig, organisé pour juger les présumés auteurs de l'incendie de Reichstag en Allemagne dans les années 30.

En lieu et place, le CST s'est contenté de la reprise de rumeurs et en tout cas a présenté des conclusions manquant véritablement de sérieux, et donc de crédibilité. En se précipitant par ailleurs pour le publier sans attendre le cadre d'un prétoire, il a fait la démonstration que la démarche est davantage politique que judiciaire. Ceux qui l'accusent d'avoir voulu polluer la visite officielle du Président de la République en France en lançant une bombe médiatique n'ont pas forcément tort, au vu du calendrier choisi et d'autant que le Collectif s'était empressé d'envoyer ledit rapport par le truchement de Synergie France, une de ses composantes, aux autorités françaises...

L'autre motivation soutenue par certains qui seraient de provoquer l'interpellation des leaders signataires du document aux fins de créer une situation de crise, est tellement cynique qu'on préfère, ne pas l'envisager. Quoi qu'il en soit, le ballon se dégonfle avec la première plainte et surtout, la sortie d'un des prétendus signataires du rapport, Agbéyome Kodjo, qui clame n'avoir jamais été associé à son élaboration.. Jetant davantage du discrédit sur une enquête qu'on annonçait comme devant faire trembler la République et mettant à nu l'imprudence de leaders politiques qui devraient faire preuve de plus de responsabilité....

## Visite officielle de Faure GNASSINGBE en France : Paris et Lomé confirment leurs bonnes relations

✎ Jean Paul AGBOH

**A** l'invitation de son homologue français François HOLLANDE, le Président de la République Faure GNASSINGBE a effectué une visite officielle en France du 13 au 16 novembre dernier. Ce séjour qui s'inscrit dans la logique des excellentes relations entre le Togo et la France, a été pour le Chef de l'Etat, à la fois un cadre de travail tout autant que la célébration d'un demi-siècle de coopération. L'évènement marquant de cette visite fut la rencontre à l'Elysée (siège de la présidence française) le vendredi 15 entre les deux dirigeants.

C'est à 15h05 heure locale (14h05 GMT) que Faure GNASSINGBE a pénétré sous les honneurs de la Garde Républicaine française et accompagné des ministres Robert DUSSEY des Affaires Etrangères, Victoire DOGBE du Développement à la Base, de Gilbert BAWARA de l'Administration Territoriale, de Cina LAWSON de l'Economie Numérique ou encore de Calixte MADJOLBA, ambassadeur du Togo en France, dans la Cour du Palais de l'Elysée situé dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où par ailleurs, la délégation togolaise avait pris ses quartiers. Il a été accueilli chaleureusement par son hôte

François HOLLANDE, qui l'attendait sur le perron. A l'issue d'un tête-à-tête d'une demi-heure, suivie d'une rencontre élargie aux membres des délégations qui aura duré une bonne quinzaine de minutes, les deux Chefs d'Etat ont livré, au cours d'un point de presse, l'essentiel du contenu de leur entretien, relayé par un communiqué du ministère togolais des Affaires Etrangères.

Il en ressort qu'au cours de leurs discussions, ils ont procédé à des échanges de vues sur des questions d'ordre international, sous-régional et bilatéral.

Sur le plan international, les Présidents HOLLANDE et GNASSINGBE se sont réjouis de la franche collaboration et de la convergence de vues qui ont prévalu entre la France et le Togo au sein du Conseil de Sécurité sur les grandes questions qui touchent à la paix et à la sécurité internationale.

A cet égard, ils ont salué particulièrement les progrès encourageants enregistrés dans le règlement de la crise syrienne notamment la col-



François Hollande et Faure Gnassingbé à l'Elysée (photo Louis Vincent)

laboration des autorités de ce pays dans le cadre du processus de démantèlement sous contrôle international de ses armes chimiques.

Les deux Chefs d'Etat ont cependant déploré la crise humanitaire qui continue de s'aggraver dans ce pays avec un nombre sans cesse croissant de morts et de réfugiés syriens fuyant la guerre vers les pays voisins.

Cette situation ayant des répercussions immédiates et préjudiciables sur la stabilité de l'ensemble des pays de la région notamment le Liban dont la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique restent toujours menacées.

A cet égard, les Présidents HOLLANDE et GNASSINGBE ont appelé à la tenue rapide de la Conférence de Genève II qui devra permettre de trouver une solution politique définitive à ce conflit en vue d'éviter sa régionalisation.

Examinant la situation en Afrique, les deux Chefs d'Etat ont passé en revue

les différentes crises qui persistent sur le continent notamment en Egypte, en Centrafrique et en Guinée Bissau. Les Présidents HOLLANDE et GNASSINGBE ont appelé les différents protagonistes de ces pays à privilégier le dialogue et la concertation dans la recherche de solutions pacifiques et durables à ces crises, dans l'intérêt de leurs peuples respectifs.

S'agissant de la situation au Mali, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'élection du nouveau Président Ibrahim Boubacar KEITA et ont exhorté les autorités maliennes à poursuivre leurs efforts, à travers l'organisation des élections législatives et municipales, en vue de la consolidation des institutions républicaines et d'une véritable réconciliation nationale dans ce pays.

Ils ont condamné fermement l'assassinat des deux journalistes français Ghislaine DUPONT et Claude VERLON et réaffirmé qu'aucune cause ne pouvait justifier la violence, l'extrémisme et le terrorisme.

A cet égard, le Président Faure GNASSINGBE a souligné la nécessité de soutenir les efforts entrepris par les pays de la région du Sahel et du Golfe de Guinée en vue de lutter collectivement et efficacement contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière organisée et la piraterie maritime.

Par ailleurs, les deux Chefs d'Etat se sont félicités des conclusions de la réunion de haut niveau organisée conjointement, les 5 et 6 novembre 2013 à Bamako, par les Nations Unies, la Commission de l'Union Africaine et d'autres partenaires au développement en vue de la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui constitue une réponse collective et harmonisée, aux multiples défis qui se posent dans cette région.

Abordant les questions d'ordre bilatéral, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimana GNASSINGBE se sont réjouis de l'excellence des relations d'amitié, de parte-

(Suite à la page 4)



ECOUTER - INNOVER - ASSURER

## ASSURANCE AUTOMOBILE

Avec Colina Togo,  
choisissez des solutions  
adaptées à vos besoins et  
roulez en toute sérénité.



BENIN BURKINA FASO CAMEROUN COTE D'IVOIRE  
GABON GHANA MADAGASCAR MALI SENEGAL TOGO

➤ [www.groupecolina.com](http://www.groupecolina.com)

Je pense, donc  
je m'assure à Colina



## Visite officielle de Faure GNASSINGBE en France : *(Suite de la page 2)*

nariat et de coopération qui existent entre les deux pays et se sont engagés à les raffermir davantage dans l'intérêt bien compris des peuples togolais et français.

Evoquant la situation politique au Togo, le Président François HOLLANDE a salué la bonne tenue des élections législatives du 25 juillet 2013 qui se sont déroulées de façon libre, transparente, équitable et sans violence. Il a encouragé son homologue togolais à continuer par privilégier le dialogue et la recherche du consensus pour le règlement des différends politiques en vue de la préservation de la paix sociale et de la consolidation de la démocratie et des acquis de la gouvernance économique au Togo.

Aussi, le Président Faure GNASSINGBE pour sa part, a-t-il rassuré son homologue français de sa détermination à réconcilier tous les Togolais et à poursuivre les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en vue de faire du Togo un Etat de droit respectueux des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

S'agissant de la coopération, les deux Chefs d'Etat se sont réjouis des actions déployées en vue d'appuyer les efforts du gouvernement togolais dans les domaines de la modernisation de la justice et de la création d'un environnement propice au développement économique et social.

A cet égard, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNASSINGBE ont convenu de dynamiser davantage les divers do-

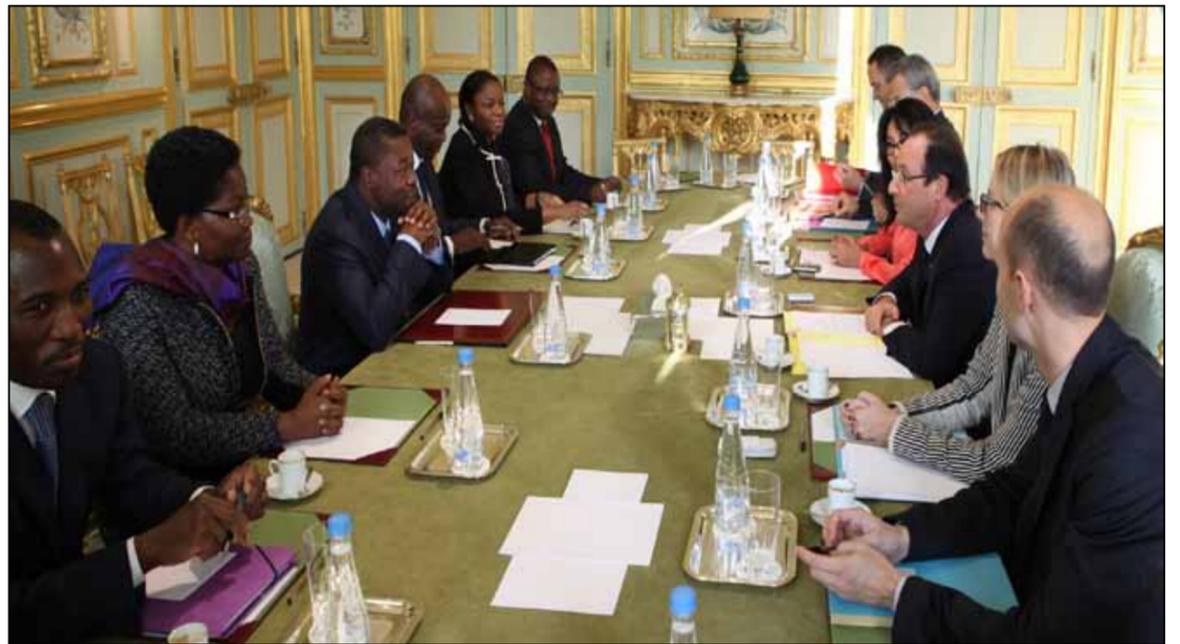
maines de partenariat économique entre les deux pays et d'explorer les voies et moyens de réaliser des projets structurants aux bénéfices des populations togolaises. Ils ont saisi également cette occasion pour saluer l'initiative de l'Union Européenne de doubler son aide au développement en faveur de l'Afrique de l'Ouest pour la période 2014-2020 qui sera consacrée aux domaines importants de l'agriculture, des infrastructures, des ressources naturelles, de la prévention des conflits et de l'intégration régionale.

Enfin, les Présidents François HOLLANDE et Faure Essozimna GNASSINGBE ont évoqué les préparatifs du prochain Sommet de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique prévu, les 6 et 7 décembre 2013 à Paris. Ils ont émis le vœu que les conclusions qui découleront de cette importante rencontre marquent un nouveau départ pour le partenariat entre la France et le continent africain et contribuent à l'édification d'une Afrique plus paisible et résolument tournée vers le développement.

### UNE VISITE REUSSIE

Au lendemain de son séjour en France, le Président togolais peut capitaliser sur l'accueil chaleureux que lui a réservé son homologue français, faisant taire ainsi les spéculations sur l'état des relations entre les deux pays.

En effet, Lomé bruissait de rumeurs, vite reprises et amplifiées par les réseaux sociaux sur les relations exé-



Séance de travail entre les délégations française et togolaise à l'Elysée (photo Louis Vincent)

crables qui existeraient entre Paris et Lomé et l'inimitié que manifesterait François HOLLANDE envers son homologue togolais. Les motifs résideraient dans l'analyse critique que ferait le président socialiste de la situation politique dans notre pays, exacerbée notamment par des événements comme l'arrestation et la détention de monsieur Loïc Le Floch Prigent, proche de la mouvance socialiste, dans l'affaire d'escroquerie internationale. Ou encore par les difficultés qu'éprouverait le groupe ACCOR pour le renouvellement de sa concession sur l'hôtel SARAKAWA ; le gouvernement togolais lui reprochant le non respect du cahier des charges et le peu d'investissement réalisé depuis plusieurs années. Tous ces faits auraient milité en faveur d'un refroidissement entre les deux pays et dont la

manifestation, en tout cas brandie comme telle, serait l'absence en juin dernier de Faure GNASSINGBE à la remise à François HOLLANDE dans les locaux de l'UNESCO à Paris, du Prix Félix Houphouët BOIGNY pour la paix. « HOLLANDE a conditionné sa venue à l'absence de Faure » croyait fermement savoir un proche de Kofi YAMGNANE, qu'il citait comme sa source ; ce dernier étant un dirigeant socialiste, et donc évidemment bien informé.

De fait, la visite officielle effectuée la semaine dernière a été forcément d'un enjeu de politique intérieure, même si dans l'absolu, elle participe des bonnes relations qu'entretiennent les deux pays depuis des lustres. Il faut d'ailleurs se rappeler qu'au plus fort de la crise sociopolitique togolaise dans les années

90 et la suspension de la coopération internationale pour cause de déficit démocratique, la France est toujours restée présente, à travers de multiples projets redéployés autrement afin qu'ils soient accessibles directement aux bénéficiaires.

Le séjour hexagonal de Faure GNASSINGBE a nécessairement une autre lecture. C'est la reconnaissance des efforts et des réformes multiformes opérés par notre pays sur plusieurs plans, encore insuffisants mais qui ont tout de même le mérite d'exister et de s'inscrire dans une réelle volonté de changement. Mais également et justement, un encouragement à les poursuivre afin d'asseoir définitivement une société démocratique pluraliste et apaisée, de même que les bases d'un développement harmonieux et inclusif.

## Faure GNASSINGBE en France : L'étape Bretonne

**L**e déplacement effectué la semaine dernière par Faure GNASSINGBE en France n'a pas été que politique. Avant d'être reçu à l'Elysée par François HOLLANDE le vendredi 15 novembre, le Président de la République a passé le premier jour de sa visite dans l'Ouest de la France, pour parler sécurité maritime et investissement. C'est une journée de travail marathon qui a vu la délégation togolaise dans plusieurs communes de la Bretagne.

C'est sur le chantier naval Raidco Marine à Lorient que Faure GNASSINGBE a débuté sa journée de travail. Cette première étape a permis au Chef de l'Etat de visiter les installations de cette société qui construit les deux vedettes de surveillance et d'interception RPB33 commandées par la Marine togolaise. Il y a visionné un film présentant les atouts ainsi que le processus d'assemblage de ces bâtiments, de 33 mètres de long d'une vitesse maxi de 22 à 25 nœuds,

conçus comme un patrouilleur d'un nouveau genre et offrant des capacités innovantes et particulièrement adaptées aux missions de sauvegarde maritime. Ils sont équipés d'un canon de 20 mm d'une portée de 2 kms et, s'il est opéré manuellement, peut bénéficier d'un système d'aide à la visée électro-optique. Ce matériel, qui permet de réaliser des coups de semonce et des tirs au but lorsque cela est nécessaire, délivre des obus explosifs ou inertes, au coup par coup ou en ra-



Faure Gnassingbé en visite à l'usine de fabrication des 2 vedettes de surveillance et d'interception RPB33 commandées par la Marine nationale

fales. Une arme de petit calibre à très haute cadence de tir type « minigun » est également installée à bord ou sur

l'embarcation d'intervention pour assurer l'autodéfense rapprochée du navire ou la protection de l'équipe

d'intervention. D'après les responsables de la société, le Sénégal aurait pris livraison au mois d'avril dernier d'une vedette du même type.

La commande de ces patrouilleurs s'inscrit dans la droite ligne de la politique de sécurisation des côtes togolaises et de la lutte contre la piraterie maritime et les différents trafics, dont celui de la drogue. Il a ensuite visité la timonerie et s'est rendu dans le hangar où sont réalisées les coques.

Au Centre Opérationnel de la Marine (COM), deuxième étape de sa visite où il a été accueilli par le vice-amiral Jean-Pierre LABONNE, préfet maritime de l'Atlantique et commandant de la zone maritime concernée et patron du COM, Faure GNASSINGBE s'est vu expliquer le déroulement du

*(Suite à la page 5)*

## Faure GNASSINGBE en France :

(Suite de la page 4)

travail de ce centre, au cœur du dispositif français de surveillance de l'océan Atlantique, balayant le littoral français jusqu'à la frontière espagnole au nord de la Bretagne, mais également les côtes africaines. Ses renseignements sont souvent utiles pour la marine togolaise qui entretient une importante coopération avec sa consœur française.

### A ERGUE-GABERIC CHEZ BOLLORE.

Porté selon son entourage par son intérêt pour le développement de transports propres et la gestion intelligente de l'énergie, le Chef de l'Etat a visité la toute nouvelle usine de batteries électriques Blues Solutions développées par le groupe BOLLORE à Ergué-Gabéric dans le département français du Finistère. Ce sont des innovations qui peuvent être exportées



Faure Gnassingbé et Vincent Bolloré (à droite) lors de sa visite à Blues Solutions (photo Louis Vincent)

en Afrique, étant donné que l'application Bluehouse par exemple, est un concept de bâtiment modulaire entièrement autonome énergétiquement et qui produit son électricité grâce à 120 m<sup>2</sup> de panneaux solaires et 60 KWH de batteries LMP. Elle permetra ainsi d'installer école, hôpital ou

autres infrastructures sociales dans des zones isolées, non connectées au réseau électrique. Une autre application, Bluestorage, propose des solutions de stockage d'énergie pour les professionnels et les particuliers visant à mieux gérer la consommation d'énergie, à pallier les intermittences

des énergies renouvelables ou à réaliser des économies entre les périodes creuses et pleines de production d'électricité.

Avec Vincent BOLLORE, PDG du groupe BOLLORE, qui lui a offert un déjeuner dans la demeure familiale, il n'a pas simplement été question d'innovation ; mais également d'investissement et du port autonome de Lomé. En effet, sa filiale Togo Terminal est en plein travaux de modernisation. Un nouveau quai en eau profonde de 450 mètres de long avec un tirant d'eau de -15 mètres sera opérationnel d'ici la fin de l'année. L'extension et la modernisation des terre-pleins de l'infrastructure portuaire sont également en cours. Les travaux vont permettre de doubler la surface de stockage et de tripler les capacités de traitement de Togo Terminal qui disposera de 38

hectares terre-pleins complètement aménagés.

Togo Terminal va également se doter d'équipements de dernière génération. Parmi eux, 5 portiques de quai et 24 portiques de parc opérationnels en 2014. Les navires seront traités avec une cadence conforme aux meilleurs standards internationaux. Le terminal à conteneurs de Lomé pourra ainsi accueillir des navires d'une capacité allant jusqu'à 7000 Teu's (conteneurs équivalent à 20 pieds) et devenir l'une des premières plateformes de désenclavement pour les pays de l'hinterland voisins comme le Mali, le Niger et le Burkina-Faso. A moyen terme, l'objectif est de traiter un million de conteneurs chaque année. L'ensemble des investissements du groupe pour la modernisation du port de Lomé s'élève à 450 millions d'euros.

## FRANCE-TOGO :

### 50 ans de coopération

C'est le 10 juillet 1963 que les premiers accords et conventions de coopération ont été signés entre la République française et la toute jeune République togolaise. Cela fait donc tout juste 50 ans que les deux partenaires se sont engagés dans une coopération qui a forcément marqué l'histoire des deux pays. Celle-ci s'est considérablement diversifiée au fil des décennies. Le trimestriel publié par la présidence de la République, Les Deux Palais, en a fait une sorte d'inventaire dans son dernier numéro.

#### COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

En mars 2009, le Togo a été le tout premier pays africain à réviser son accord de défense avec la France, conformément aux nouvelles orientations définies par Paris. Désormais, les relations entre les deux pays dans le domaine de la défense sont guidées par les principes de base que sont la transparence, la réciprocité, la concertation, le respect mutuel et la sécurité collective.

C'est à travers ce cadre rénové et adapté au nouveau contexte international que le Togo et la France effectuent périodiquement des exercices mutuels d'entraînement à la manœuvre dans les eaux togolaises ainsi que des échanges d'expériences professionnelles. Le dernier exemple de ce type de manœuvres remonte à septembre 2013, lors de l'escale de la frégate de surveillance Germinal dans le port de Lomé.

Des exercices de simulation de lutte contre la piraterie maritime ont été

également menés au large des côtes togolaises en mars 2013, lors de l'escale du bâtiment de protection et de commandement le Mistral.

La lutte contre le trafic des stupéfiants est également devenue ces dernières années un axe important de la coopération entre la France et le Togo.

Le service de sécurité de l'Ambassade de France au Togo s'est ainsi beaucoup investi pour le renforcement des capacités des gendarmes, policiers, douaniers et autres auxiliaires de justice togolais, en matière de conduite des auditions des trafiquants présumés.

Compte tenu des proportions importantes que prend la cybercriminalité, la Cellule cybercriminalité de la Direction centrale de la Police judiciaire bénéficie régulièrement de modules de formation dispensés par

des experts français.

#### COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

La coopération au développement a pour principal canal d'intervention l'Agence française de développement.

Au cours des cinq dernières années, les financements de l'AFD ont porté principalement sur les trois secteurs suivants :

- Le soutien à l'éducation de base (25 M€), avec des appuis au pilotage du système éducatif togolais (primaire et secondaire), à la déconcentration des centres de décision et de contrôle du système éducatif et à la mise en place d'un dispositif national de formation des personnels, des appuis à la formation professionnelle en partenariat public/privé ;

- la santé (15 M€) en développant les districts sanitaires des régions, le système national de transfusion sanguine, en appuyant la gestion des ressources humaines, le sous-secteur du médicament et la santé maternelle et infantile. Des achats en urgence d'antirétroviraux en 2009 ont permis d'éviter la rupture d'approvisionnement du Fonds Mondial ;

- le secteur urbain (76 M€) avec des appuis multiformes à la Mairie de Lomé (drainage des eaux pluviales, gestion des déchets solides, renforcement des capacités techniques et financières), à la Société Togolaise des Eaux (réseaux et production d'eau potable à Lomé), à la réforme institutionnelle du secteur de l'eau urbaine (création d'une société de patrimoine), des projets d'hydraulique villageoise (Plateaux et Savanes) et enfin, un programme d'assainisse-

ment des eaux pluviales de Lomé sur délégation de fonds de l'UE ;

- appui au secteur financier national et à la microfinance à travers des financements aux deux plus importantes institutions de microfinance (WAGSetFUCEC pour 3,2 M€ entre 2010 et 2012) et la mise en place d'un dispositif de garantie (ARIZ) auprès du secteur bancaire, qui totalise des engagements de près de 10 M€.

Enfin, le groupe AFD intervient également en appui au secteur privé à travers la filiale PROPARCO.

Globalement l'aide publique au développement (APD) accordée par la France au Togo en 2012 s'élève à 48 M€,

Aujourd'hui, le champ d'intervention de l'AFD au Togo est en pleine mutation. L'évolution récente du cadre de viabilité de la dette togolaise défini par le FMI laisse entrevoir de nouvelles perspectives, notamment à travers le financement de projets en prêts souverains concessionnels. Les appuis, dont les contours sont en cours de définition, cibleront en priorité les secteurs productifs (transport, énergie, infrastructures urbaines) en lien avec la SCAPE.

Par ailleurs, depuis 1996, la France appuie directement la société civile togolaise à travers le Fonds Social de Développement (FSD) devenu Fonds d'appui aux sociétés civiles du Sud (FASCS) en 2013, géré par le SCAC de l'Ambassade de France.

Sur cet appui, de 1996 à 2011 environ 5 milliards de FCFA soit 8,31 millions d'euros ont été mobilisés pour promouvoir des initiatives locales et innovantes portées par les acteurs de la société civile.



Récupéré n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé  
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

#### • Directeur de Publication

Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

#### • Rédaction

Lola AKOMATSRI : Rédactrice en chef  
Franck NONNKPO : Secrétaire de rédaction  
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique  
Ibrahim SEYDOU  
Eric TCHALIM

#### • Collaboration

Esso BADOU

Rozalyn DATEH

Salomon WILSON

Wilfried ADEGNIKA

#### • Distribution

Komlanvi Delali AGBOH

#### • Maison du journalisme

Casier N°49

#### • Imprimerie

Imprimerie 1 Rois 17  
BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 9005 4237 / 9958 7773

#### • Conception

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 2227 0777 / 2235 7766

Lomé Togo

#### • Tirage

2500 exemplaires

## Seth Matéli KLUVIA, Directeur Exécutif de l'Association des Praticiens de l'Education au Développement au Togo (APED) ; Coordonnateur de la Plate forme citoyenne pour les élections locales et l'enracinement de la démocratie à la base.

✎ Franck NONNKPO

### « Le cadre légal est tracé, tout est là, il suffit d'organiser les élections »

**A**nnoncées pour être couplées aux législatives, les élections locales ont été reportées et n'auront probablement pas lieu cette année. Une situation qui inquiète les organisations de la société en lutte pour la décentralisation, dont l'Association des Praticiens de l'Education au Développement au Togo (APED). Dans l'interview ci-dessous accordée à Focus Infos, M. Seth Matéli KLUVIA, Directeur Exécutif d'APED et Coordonnateur de la Plate forme citoyenne pour les élections locales et l'enracinement de la démocratie à la base revient sur le concept d'élections locales et appelle à leur tenue au plus tôt.

**Focus infos : Qu'entend-on par élections locales ?**

**Seth Matéli KLUVIA :** Si on parle d'élections locales, c'est qu'il y a aussi élection à dimension nationale. C'est la question de dimension qui détermine si l'élection est locale ou nationale. Quand on prend par exemple l'élection du Président de la République, c'est une élection nationale et non une élection locale. Par contre, lorsqu'on demande aux citoyens d'élire des gens qui leur sont proches, qui sont de leur localité, pour gérer les affaires de cette localité, on parle d'élection locale. Elle peut être communale, préfectorale ou régionale.

**F.I : Comment expliquez-vous que depuis 1987, le Togo n'ait plus organisé d'élections locales ?**

**S.M.K :** C'est une question dont la réponse est évidente mais en même temps difficile. Le Togo n'a pas organisé d'élections locales depuis 1987 parce que le Togo ne veut pas les organiser. Pourquoi le Togo a déjà organisé cinq présidentielles, trois ou quatre législatives et l'on n'organise pas les locales ? Je ne vois rien d'autre qu'une sorte de manque de volonté politique. Les dernières locales remontent à 1987 alors que nous étions sous la dictature du parti unique ; on ne peut même pas parler d'élection parce que c'était des élections à listes bloquées signifiant que les gens sont désignés à l'avance et positionnés sur une liste pour laquelle on demande aux électeurs de voter. Vous n'avez pas d'autres choix. Ces listes ont remporté chacune plus de 90% des suffrages. Mais c'était une forme d'élection, c'est pourquoi on s'y réfère comme les dernières locales.

**F.I : Entre autres raisons de la non tenue des élections locales, on évoque un vide juridique en la matière ; qu'en est-il exacte-**

**S.M.K :** Il n'y a pas de vide juridique. S'il y avait vide juridique, cela signifierait qu'il n'y aurait pas de loi, qu'il n'y aurait pas de cadre légal dans lequel ces élections peuvent être organisées. A ma connaissance, nous avons tout un arsenal juridique qui est en place depuis longtemps. La première loi sur la décentralisation était sortie en 1998 sans être appliquée. Une seconde plus complète a été votée en 2007. Cette loi est toujours là et en principe en vigueur. Où est donc le vide juridique ?

Le cadre légal est tracé, tout est là, il suffit d'organiser les élections. En plus ces élections ont été annoncées plusieurs fois mais on ne nous a jamais dit au moment de leur annonce qu'il y avait des problèmes qui ne les faciliteraient pas la tâche. Aux dernières nouvelles, personne n'a évoqué des difficultés liées au vide juridique ; on évoque plutôt le manque de ressources. Les questions ne sont jamais les mêmes. Alors comment comprendre que l'on voltige de raisons en raisons sans être consistant. Si on nous avait dit depuis plusieurs années qu'il y avait ce vide juridique, supposons que ce soit le cas, nous avions une Assemblée nationale élue en 2007 qui a fonctionné jusqu'à 2013. C'est à l'Assemblée de combler ce vide en votant une loi. Deuxièmement, on vient de renouveler l'Assemblée, pourquoi parlerait-on de vide juridique si nous avons l'organe qui met les lois en place ? Avant 2007, il y avait des députés qui étaient élus en 2002 et qui étaient en place jusqu'en 2007. Les élections de 2007 s'étaient déroulées quand ils étaient toujours en fonction. A quel moment le vide juridique s'est-il imposé ?

**F.I : Aujourd'hui c'est le souhait de tous qu'on aille à ces élections, mais le Togo est-il vraiment prêt ?**



Seth Matéli KLUVIA

**S.M.K :** Le Togo est-il un pays extraterrestre ? Je ne le crois pas. Replaçons le Togo dans son contexte géographique, politique, international. Le Togo fait partie de l'Afrique de l'ouest, de la CEDEAO, de l'UEMOA etc. Prenons les quinze pays de la CEDEAO ; combien n'ont pas encore mis en place la décentralisation ? Combien n'ont pas organisé d'élections locales ? Il n'y a que le Togo. Il y aussi la Guinée Bissau, mais ce pays est un cas spécial. Parmi les pays à situation normale, il n'y a que le Togo qui n'est pas allé à la décentralisation. Comment peut-on expliquer cela ? Il n'y a aucune explication possible. Parce qu'à chaque fois on évoque des difficultés sans jamais aller aux élections. On ne peut pas juger si ces difficultés sont justifiées ou non. Pour apprendre à nager, il faut se jeter à l'eau. Il faut faire des erreurs et les corriger pour pouvoir progresser.

**F.I : Où en est le processus de décentralisation au Togo ? Comment les élections locales vont-elles impulser une nouvelle dynamique à ce processus ?**

**S.M.K :** Le processus de décentralisation est entre les mains du ministre de la décentralisation, disons entre les mains du gouvernement. C'est au gouvernement d'organiser les élections. Même si on ne peut pas faire les élections à tous les échelons, aux trois niveaux de décentralisation, on peut à tout moment, organiser des élections partielles. Au niveau communal par exemple, nous avons les villes de plein exercice qui pen-

naissent leur délimitation. On pouvait organiser des élections locales partielles. Les préfectures sont bien délimitées, il y a un préfet à la tête de chaque préfecture, et on sait quelles sont les limites de la préfecture. Pourquoi ne pas organiser des élections préfectorales pour régler les problèmes des préfectures ? Les régions, on les connaît aussi. Techniquement, même sur le plan juridique, il n'y a aucun obstacle en réalité.

**F.I : Avez-vous un appel à lancer aux togolais, aux hommes politiques ?**

**S.M.K :** Nous avons l'impression que les hommes politiques ne voient pas là où se trouve l'intérêt de la population. Et nous ne savons plus pourquoi ils luttent. Que ce soit ceux qui sont au pouvoir ou ceux qui veulent aller au pouvoir, nous avons l'impression qu'ils luttent pour leurs propres intérêts parce que les intérêts de la population sont ailleurs. C'est à travers le développement local que la population pourra mieux vivre. L'appel, c'est que chaque entité politique s'intéresse et considère les collectivités locales comme étant le premier niveau nécessaire pour construire la démocratie. La démocratie se construit non pas de haut en bas mais de bas vers le haut. C'est à partir de la base que la démocratie se cultive et une fois qu'on aura réussi la démocratie locale, on aura vidé les poches de conflits, d'incompréhensions, de discrimination que l'on connaît aujourd'hui et qui font que notre pays n'avance pas. A tous les hommes politiques et à toute la population, à toutes les institutions, à toutes les organisations, de la société civile, à tout le monde, nous lançons le cri de cœur que la démocratie est la meilleure chose qui puisse nous arriver. Pour que le pays sorte de la situation délétère dans laquelle nous nous trouvons et dont nous ne savons pas comment s'en sortir. Les élections présidentielles de 2015 n'auront pas plus résolu le problème que celles passées. Les législatives qui ont eu lieu cette année ne changeront rien si les élections locales ne sont pas organisées. C'est la réussite de la décentralisation qui est l'indicateur pour la réussite de la démocratie au Togo

## Pêche artisanale au Togo : Relever le défi de l'industrialisation

✎ Franck NONNKPO

**L**e poisson est très présent dans l'alimentation des Togolais. Pour sa capture, des milliers de personnes se déploient chaque jour en mer, dans les rivières et dans les bassins piscicoles. Cependant, le caractère artisanal des moyens et des méthodes utilisés fait de la pêche une activité harassante avec des prises peu importantes. Une situation qui ne permet pas de couvrir une demande de plus en plus forte.

La production halieutique qui contribue à 3,6% au Produit Intérieur Brut Agricole (PIBA) est déficitaire avec une couverture nationale située seulement à 50%. Au cours des dix dernières années (2001 à 2011), la production halieutique a crû très faiblement à un rythme moyen de 1,2% dont 1,5 % pour la pêche maritime, et 15% pour la pisciculture. La production halieutique moyenne des années 2009 à 2011 a été estimée à 26 296 tonnes dont 80,6 % proviennent de la pêche maritime artisanale, 0,1% de la pêche maritime industrielle, 19 % du système fluvial et lagunaire et 0,3% de la pisciculture. La production halieutique est restée plus ou moins stable durant les 10 dernières années. Le taux de couverture de la consommation nationale inférieur à 50 % entraîne des importations totales de poissons estimées à 11 milliards de FCFA en 2010 contre 5,5 milliards de FCFA en 2006.

### PÊCHE ARTISANALE: MOYENS, TECHNIQUES ET MÉTHODES RUDIMENTAIRES

Nous sommes à Harbour (port de pêche). Il est environ onze heures. La place est animée. Des hommes torse nu pour la plupart, reviennent de mer à bord d'imposantes pirogues. Des poissons et des filets jonchent le fond de ces embarcations autour desquelles se pressent des femmes.

« Ils reviennent d'un long voyage », nous explique M.KISSEH Messan Sébastien, Directeur exécutif de la Société Coopérative avec Conseil d'Administration Pêche Biova (COOP-CA. P.B).

En effet selon M. KISSEH, pour faire une bonne pêche, il faut aller jusqu'à 30 voire 50 kilomètres environ de la côte. « Si tu ne vas pas loin, tu ne trouveras rien », ajoute-t-il.

Dès l'aube, 20 à 25 pêcheurs à bord de longues pirogues motorisées d'environ 20m, partent en mer à la recherche des bancs de poissons. La recherche, parfois dure des heures. Lorsqu'ils repèrent un banc, les pêcheurs lancent les filets vers lesquels ils rabattent les poissons. Les filets

sont ensuite ramenés à bord de la pirogue avec leur contenu. Puis cap sur le rivage.

Ce type de pêche, le plus fréquent en haute mer, est la pêche à la senne tournante ou « Watcha », nous apprend M.KISSEH. Elle diffère de la pêche à la senne de plage et la pêche au filet maillant, également pratiquées en mer au Togo.

La pêche au filet maillant consiste à installer les filets la veille. Les filets sont tirés le lendemain depuis le rivage ou ramenés sur la pirogue par les pêcheurs qui retournent en mer les ramasser avec les prises. Des pirogues moins imposantes d'environ six ou sept mètres sont utilisées dans la pêche à la senne de plage. Cinq ou six pêcheurs partent en mer, pas très loin de la côte, jeter les filets reliés à des cordes qu'ils ramènent à la plage. Puis un nombre relativement important de personnes, (des pêcheurs ou non) tirent les filets dont l'accostage rapide ou lent dépend de la force ou de la faiblesse du vent.

« Nous pratiquons aussi parfois la pêche à la ligne », nous explique le Directeur exécutif de COOP-CA. PB.

### COMMERCIALISATION ET TRANSFORMATION DU POISSON

Tout comme les techniques et les moyens utilisés, la commercialisation et la transformation des produits de pêche, se font de façon artisanale.

Les produits de la pêche sont souvent vendus à la criée à des femmes qui attendent impatiemment le retour des pêcheurs. C'est le cas de Mme Attiogbé qui pratique cette activité depuis plusieurs années. « Je suis revendeuse de poissons. Je viens chaque jour les acheter ici au port puis je les fume ou les sèche avant de les revendre dans le quartier », nous confie-t-elle, un panier et une cuvette sous le bras.

« Parfois, la vente se fait dans un climat plus tendu et il faut jouer des coudes et s'imposer pour avoir sa marchandise. Il nous arrive aussi d'avancer de l'argent aux pêcheurs qui nous cèdent les poissons à leur retour en



fonction de ce que nous avons avancé », ajoute-t-elle.

Plus entrepreneuriales, certaines femmes s'associent avec des pêcheurs et forment avec eux une sorte de coopérative ; chacun y trouve son compte. Nous avons rencontré à Harbour l'une de ces femmes, tata Beauty, qui s'est confiée à nous. « Je participe au capital d'au moins trois convois de pêche ici au port. Par exemple pour ce bidon de poissons, c'est le jeune en face qui est venu me voir. Il avait une pirogue. J'ai acheté le moteur hors bord à deux millions sept cent mille (2.700.000f) FCFA puis un de mes cousins a acheté les filets pour 3000000f (trois millions) FCFA. Au retour des pêcheurs, nous partageons les produits en 7 parties ; je prends les 2/7 de même que mon cousin. Le pêcheur propriétaire de la barque emporte les 3/7. Parfois, nous vendons les poissons et nous nous partageons l'argent selon la méthode que je viens de vous expliquer. Ce système continuera jusqu'à épuisement des matériels » a-t-elle souligné.

Parfois toute une famille s'associe pour acquérir les matériels de pêche.

Pour être consommé, le poisson est fumé, frit, séché ou salé. Ces techniques de transformation dépendent de l'espèce de poisson et parfois de la demande. Néanmoins, le fumage reste la technique la plus utilisée. Mme AHOLOU Victoria, formatrice de poissons à Katanga nous l'explique : « Revenues du port, nous lavons les poissons pour les débarrasser des déchets puis les disposons sur un grillage posé sur un fourneau. On allume le feu puis commence le fumage qui peut durer parfois des heures surtout lorsque les poissons sont gros. Il faut surveiller les poissons et les retourner plusieurs fois pour éviter qu'ils soient carbonisés ».

A Lomé, le village de pêcheurs, Katanga, situé à quelques encablures

du port de pêche dans la zone portuaire, est le lieu par excellence de transformation des poissons marins. Regroupées en une association dénommée FETRAPO (Femmes Formatrice de Poisson), les femmes exerçant cette activité approvisionnent plusieurs marchés du Togo en produits de mer. « Après la transformation, nous amenons les poissons dans des marchés à Lomé tels que Akodésséwa, Assivito, Atikpodji... Nous allons aussi à Vogan, à Kara... », témoigne Victoria.

### SE REGROUPER POUR MIEUX EXPLOITER LA MER

Pour faire face à la cherté des matériels de pêche et à d'autres défis qu'impose la pratique de leur activité, plusieurs pêcheurs se sont constitués en association. C'est le cas de COOP-CA. P.B dont le siège se trouve actuellement à Katanga. Créée le 20 mars 1997, la coopérative au départ était dénommée Groupement de Pêche Biova (GPB). « Nous étions tous des enfants de pêcheurs. Nous allions pêcher individuellement avec les filets de nos parents. Puis avec le temps, l'idée de nous mettre ensemble pour mieux exercer notre activité, s'est imposée. Notre siège était à Kodjoviakopé. Cinq ans après la création de la coopérative, le projet "Etude de l'impact biologique sur la senne de plage", piloté par le ministère de la pêche, nous a permis d'avoir un grand filet, que nous utilisons encore aujourd'hui », raconte M.KISSEH Sébastien.

A ce jour la coopérative compte 21 membres dont 2 femmes. Elle possède 3 pirogues motorisées, 3 filets et un dépôt de carburant. COOP-CA.PB comme d'autres groupements de pêcheurs, bénéficie de l'appui de l'Etat à travers le ministère de l'Agriculture,

de l'Elevage et de la Pêche. « Le Ministère de la pêche est notre poumon. Il nous aide énormément. Il nous forme et nous informe par rapport aux nouvelles méthodes de pêche. Grâce au ministère, nous avons une exonération sur le prix du carburant... De notre côté, quand nous capturons des espèces protégées, on avise la Direction des Pêches et Aquaculture (DPA) qui envoie ses agents constater et analyser l'espèce avant de la relâcher dans l'océan », se félicite M. KISSEH.

L'intervention de l'Etat auprès des pêcheurs se fait également à travers la réglementation des méthodes et moyens de pêche.

Depuis quelques années, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a institué l'usage des filets maillants. Désormais, les pêcheurs sont tenus d'utiliser des filets dont les mailles mesurent 6 à 8 cm<sup>2</sup>. « Les filets à maillage fin de nos parents qui capturaient à la fois les alevins et les poissons sont interdits. Néanmoins, il y a toujours des têtus qui continuent d'utiliser les filets interdits. Mais l'Etat veille au grain et n'hésite pas à sévir », explique le Directeur Exécutif de COOP-CA. PB.

### PÊCHE ARTISANALE : DE L'ABONDANCE À LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

« Aujourd'hui la pêche rapporte de moins en moins. Rien n'est plus comme avant. On n'a plus de saison. Chaque jour on va à la pêche dans l'espoir de trouver quelque chose. Parfois avec un peu de chance, on revient avec beaucoup de poissons. Certes on ne rentre jamais bredouille mais la plupart du temps on tourne à perte ; les prises sont loin de couvrir les frais d'exploitation », nous confie M. de SOUZA, Président de COOP-CA. PB.

Ces propos traduisent la triste réalité que vivent quotidiennement les pêcheurs. La pêche artisanale naguère très fructueuse est aujourd'hui de moins en moins productive. A cela une seule raison : le dépeuplement du fond marin. En effet, l'augmentation de la population togolaise s'accompagne d'une forte demande en poisson. Les pêcheurs de plus en plus sollicités, emploient des moyens même les plus extrêmes pour maximiser les prises. Les filets à maillage fin longtemps utilisés, est un parfait exemple. Ces filets raclent le fond marin ramassant tout sur leur passage, poissons comme alevins. Conséquence :

(Suite à la page 8)

## Pêche artisanale au Togo :

(Suite de la page 7)

les bancs de poissons se font rares, contraignant les pêcheurs à aller très loin en mer pour espérer faire une bonne pêche.

La situation est d'autant plus inquiétante qu'elle risque de perdurer. Les côtes togolaises étant un lieu de passage pour les bancs de poisson (le courant y est très fort, contrairement au Bénin et au Nigeria par exemple), toute initiative visant à repeupler le fond marin, en tablant sur leur reproduction, paraît impossible. « Il y a un temps, nous avons pensé à un repos biologique. Mais notre côte n'est pas assez large. Par

conséquent, il n'y a pas d'espaces pour permettre aux poissons de pondre des œufs et les faire éclore », regrette M. KISSEH.

En outre, l'importance de la profondeur de la mer au niveau de la côte togolaise accentue le problème.

« Face à cette situation, nous avons proposé au gouvernement le dragage du lac Togo pour qu'il y ait un contact entre les eaux du lac et celles de la mer. De cette façon, les poissons, à leur passage pourraient se retrouver dans le

lac et revenir ensuite vers la côte. Cela nous éviterait d'aller pêcher loin du rivage. Certes, il y a une embouchure à Aného mais le contact n'est pas direct », souligne M. KISSEH Sébastien.

Hormis ce problème, les pêcheurs sont confrontés à la cherté de leurs matériels. Selon M. KISSEH actuellement un moteur hors bord coûte environ 2500000frs, le petit filet entre 7.000.000 et 8.000.000 FCFA.

L'espoir est cependant permis. En effet, les perspectives actuelles

du sous-secteur de pêche dans le PNIASA (Programme National d'Investissement Agricole et de la Sécurité Alimentaire) sont encourageantes. Ce programme prévoit en effet le renforcement de la filière halieutique à travers l'amélioration et la modernisation des équipements et efforts de pêche en vue de rationaliser l'exploitation de la ressource marine. Il est également envisagé dans le cadre du PNIASA, de donner de la qualité aux produits halieutiques par la construction des plateformes de transfert des produits de pêche, l'accompagnement des mareyeurs

avec des équipements et leur formation pour la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits halieutiques ; l'appui à acquisition de camions frigorifiques et des caisses isothermes.

Des efforts importants seront par ailleurs déployés pour construire des étangs piscicoles, formés les pisciculteurs et assurer leur approvisionnement en alevins et aliments améliorés. Des technologies modernes de pisciculture seront développées.

## Katanga, le village des pêcheurs

✪ Franck NONNKPO

Situé dans la zone portuaire, à quelques encablures du port de pêche, non loin de la société NIOTO, Katanga est le village des pêcheurs à Lomé. Constitué dans les années 70 par des pêcheurs venus des quartiers Ablogamé, Kodjoviakopé et du Ghana, le village a été plusieurs fois délocalisé par les autorités portuaires avant de s'établir, il y a quelques années, sur l'actuel site. Les habitations sont en claies et en paillasons. « Chacun s'installe à son compte. Certains pêcheurs débarquent avec leurs matériels de pêche mais n'ont pas de moyens



Une femme fumant du poisson au village de Katanga

pour s'installer. Dans ce cas, des « patronnes » les recrutent, les aident à construire leur logement contre leur travail », explique, M. de SOUZA. Les « patronnes » sont les grosses revendeuses de poissons qui ont plusieurs pêcheurs à leur service.

A Katanga, la population pratique et vit de la pêche. Tôt le matin, le village se vide de ses habitants et ne retrouve son animation que vers le soir au retour des pêcheurs.

A Katanga, la promiscuité et le manque d'hygiène font que le village est souvent confronté aux épi-

démies de Choléra. « Avant, il n'y avait pas de latrines et la population faisait ses besoins à l'air libre au bord de la mer », témoigne KISSEH.

Mais aujourd'hui grâce à un financement de l'Union Européenne (UE), le village dispose de 6 latrines publiques, 7 kiosques à eau, une école primaire et un centre de santé. Le problème des épidémies de choléra n'est pour autant résolu car une partie de la population continue de faire ses besoins dehors. Une pratique rigoureuse de l'hygiène reste un défi pour les pêcheurs de Katanga.

## Pêche sur le lac Nangbéto:

✪ Rosalyn DATHEY

## Abandonner les mauvaises pratiques pour la sauvegarde des espèces

Au Togo, l'activité de pêche est réglementée par une loi. Celle-ci institue la pêche entre le 15 novembre et le 15 août de l'année suivante, le tout alterné par la période de repos biologique. Cette réglementation est guidée par le constat selon lequel les espèces qui étaient abondantes autrefois deviennent rares ou ont complètement disparu alors que la capture de poissons immatures devient abondante. D'où la nécessité d'observer le repos biologique qui permet la reproduction des poissons.

Sur le lac Nangbéto, couvrant une superficie de 180 km<sup>2</sup>, à environ 40 km à l'Est d'Atakpamé, avec un potentiel halieutique exploitable compris entre 1000 et 1500 tonnes l'an, la situation est alarmante. La diminution du volume de poisson est évidente mais encore celle des espèces. Sur une trentaine d'espèces halieutiques répertoriées par les scientifiques de l'Université du Bénin au début des années 1990, ne subsistent aujourd'hui qu'une dizaine.

Les textes réglementant les activités sur ce lac ne sont pas respectés. Pour preuve, les pêcheurs continuent d'utiliser les filets à petites mailles et à pratiquer les techniques de pêche prohibées. Les engins et les techniques de

pêche utilisés sur ce lac sont constitués de filet maillant, d'Attidja, (utilisation de branchages), de senne de rivage, de nasse, de tiré-tiré, de barré-barré, de bambou, de ligne simple et de palangre. Ces engins sont utilisés à l'aide des pirogues en planche d'une longueur de 5 à 8 m, non motorisées. L'engin le plus répandu est le filet maillant dormant (80% des pêcheurs en utilisent), caractérisé par des matériels de qualité inférieure et des maillages trop petits qui ne capturent guère que les jeunes poissons et la senne de rivage (utilisé proche de la rive) sont des engins nuisibles à l'écosystème. Ces techniques ne laissent aucun répit aux jeunes poissons pour la reproduction. Si des mesures ne-



M. Ouro-Koura Agadazi remettant symboliquement un filet à un pêcheur

ont pas prises on assistera à la disparition de certaines espèces et au pire des cas à la pêche elle-même. Pour ne pas en arriver là, le gouvernement avec l'appui du PASA (Programme ...) essaie de mettre de l'ordre dans ce secteur. C'est ainsi que pour amener les pêcheurs à abandonner les filets à petites mailles qui capturent les alevins, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, le colonel Ouro-Koura AGADAZI, a remis le 15 novembre dernier, 2000 nappes de filets de 7,5 cm de mailles étirés

et 8 000 bobines de fil pour filet. Cette remise coïncide avec l'ouverture officielle de la période de la pêche sur le lac.

La fourniture de ces filets, répond selon le ministre, à une grande préoccupation du gouvernement à savoir la réduction du taux des poissons juvéniles dans les captures. Il a exhorté les pêcheurs à l'utilisation de ces filets et à abandonner les anciennes pratiques. « Nous voulons que le lac produise davantage de poissons. Je vous exhorte à utiliser les nouveaux filets. Nous avons déjà un plan de gestion des pêcheries du lac », a souligné le ministre.

Pour le suivi de ces mesures, le ministre a annoncé la mise en place de cinq comités de gestion de pêche autour de cinq localités du lac. Ils serviront d'interface entre l'administration des pêches et la communauté

des pêcheurs.

Le PASA grâce à qui cette initiative est concrétisée, apporte un appui au développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture par des actions à savoir : le ré-empoissonnement des retenues d'eau et le renforcement des capacités des acteurs du secteur, l'approvisionnement en filets de pêche, en provendes, en alevins, en piscicoles.

Notons que l'apport de la pêche au PIB national est de l'ordre 1,3%. Le secteur est aussi source de création d'emploi avec 22 000 personnes intervenant dans le secteur. Au niveau du lac Nangbéto, on enregistre une communauté de pêche de plus de 1 500 acteurs dont plus de 600 femmes interviennent dans la transformation de près de 1000 tonnes de poissons par an. Mais la production nationale ne couvre pas tous les besoins. Les productions actuelles tournent autour de 25 000 tonnes par an soit environ 1/3 des besoins évalués à 70 000 tonnes par an.

## BOAD :

✎ Lola AKOMATSRI

# 40 ans au service du développement économique de l'Afrique de l'Ouest

**1** 4 novembre 1973- 14 novembre 2013, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) célèbre ses 40 années d'existence. Les festivités marquant cette célébration se sont déroulées les 13 et 14 Novembre derniers au siège de la banque à Lomé. Un jubilé d'émeraude marqué par un colloque international de haut niveau et qui a réuni les responsables d'institutions financières internationales, régionales et sous-régionales, et des opérateurs économiques.

Quatre (04) chefs d'Etat de la zone ouest-africaine notamment Thomas Yayi Boni du Bénin, Ibrahim Bou-bacar Keita du Mali et Mahamadou Issoufou de la République du Niger ont fait le déplacement pour assister, aux côtés du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, à la cérémonie de lancement des festivités.

Pour Faure Gnassingbé, la BOAD a réussi en 40 ans à tirer vers le haut, l'économie de huit Etats de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). « Grâce à la somme d'expériences accumulées depuis sa création, la BOAD a beaucoup muri et a développé une capacité de réflexion et d'anticipation sur les préoccupations majeures des Etats membres de l'UEMOA. Ce qui fait d'elle un partenaire de choix pour l'élaboration des stratégies de développement adaptées aux réalités de notre espace communautaire » a-t-il déclaré.

Pour sa part, le président Béninois, Yayi Boni, président de l'institution bancaire ouest-africaine entre 1994 et 2006, a appelé la BOAD à faire preuve d'audace en participant d'avantage au financement des projets publics au sein des économies des huit (08) pays membres et en favorisant le

partenariat public-privé (PPP). Pour le président Yayi Boni, il est aujourd'hui impérieux que la BOAD puisse créer un pôle de financement pour l'élimination de la pauvreté de même qu'un fonds de participation de promotion de l'entreprise et l'emploi.

Pendant deux (02) jours, le personnel de la banque de même que les gouvernements des huit (08) pays de la zone UEMOA et des opérateurs économiques ont réfléchi sur l'avenir de leur institution commune. Ceci à travers un colloque placé sous le thème, « Banques sous régionales de développement : nouveaux enjeux, nouveaux défis ». Les réflexions ont tourné autour des thématiques notamment l'insécurité alimentaire, les mécanismes innovants de financement des PME-PMI dans le secteur de l'agro-business, les bases de la Croissance verte dans l'UEMOA et les stratégies de mobilisation de ressources pour les banques ouest-africaines.

### Coopération BOAD-Togo, un bilan satisfaisant

Au Togo, la BOAD intervient en faveur dans la création de conditions favorables au recul de la pauvreté pour une émergence économique et



Les chefs d'Etat et les responsables de la BOAD lors de la cérémonie d'ouverture

à l'essor du secteur privé, créateur de richesses et d'emploi.

A la date du 30 septembre 2013, les financements de la BOAD au Togo s'élevaient à 394 milliards de francs CFA pour 86 opérations. Ceci pour une proportion correspondante à 36% pour le secteur public non marchand, 48% pour le secteur public marchand et 29% pour le secteur privé.

« Non seulement la BOAD accorde à l'Etat togolais des financements à taux concessionnelles mais à taux marchands, ce qui permet à notre pays de financer des infrastructures routières. Par ailleurs, la banque ouest africaine accompagne le Togo dans le financement des infrastructures énergétiques. Pour preuve, un fonds a été mise en place par la BOAD sur initiative de la Conférence des Chefs d'Etats pour permettre aux huit pays de

l'UEMOA de solliciter des financements pour leur indépendance en matière énergétique », a affirmé, Adji Othèt Ayassor, Ministre de l'Economie et des Finances.

### Deux accords de financement pour renforcer l'intégration économique en Afrique

En marge des festivités marquant son jubilé d'émeraude, la BOAD a signé deux accords de convention avec la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA) et le Fonds de Solidarité Africain (FSA).

Cette convention qui s'inscrit dans le cadre de la prospection de la BOAD en vue de nouveaux partenaires financiers sur l'ensemble du continent africain s'est concrétisée par une aide d'environ 5 milliards FCFA de la part

de la BADEA pour le financement des prêts directs en faveur du secteur privé de la zone UEMOA.

La BOAD a d'autre part, réactualisé son partenariat avec le FSA afin d'appuyer les opérateurs économiques et institutions de micro finance en termes de garantie et d'allègement de conditions de prêts. Il faut noter que cette convention qui lie le FSA et la BOAD depuis 1996, a permis la bonification de taux d'intérêt d'environ 4 milliards FCFA, la garantie des prêts consentis par la BOAD pour plus de 7milliards FCFA dans le cadre des projets d'investissement.

Au terme de cette rencontre, les participants ont proposé la constitution d'un panel de haut niveau pour accompagner la BOAD.

### La BOAD, une banque d'investissement sous régionale de référence

Lancée en novembre 1973 par les Etats de l'Afrique de l'Ouest, membre de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la BOAD a réussi à mobiliser des financements estimés à 2800 milliards de FCFA soit 4,3 milliards d'euros. Ceux-ci ont servi à environ 700 projets dans la sous région, prioritairement dans les domaines non marchands. Et en termes de perspective, la BOAD a décidé de consacrer 70% de ses investissements en faveur des Etats et 30% en direction du secteur privé.

## 11<sup>ème</sup> FED : L'UE double son aide pour l'Afrique de l'ouest

✎ Rosalyn DATHEY

**L'**enveloppe financière de l'Union européenne au Togo durant la période 2014-2020 connaîtra une hausse de 70% par rapport au montant initial pour la période précédente, a confié le 07 novembre dernier le tout nouveau chef de la délégation de l'Union européenne au Togo, M. Nicolás Berlanga MARTINEZ au cours d'une rencontre avec la presse. Cette aide européenne qui entre dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED pour le Togo se chiffrera désormais à 216 millions d'euros soit près de 142 milliards de F CFA.

Cette augmentation de l'aide européenne au Togo a été décidée une semaine plus tôt au cours d'une réunion tenue à Bruxelles entre les pays de la CEDEAO, l'UEMOA, la Mauritanie et les 28. Le Togo était représenté par son ministre de la Planification M. SEMONDJI Djossou.

Les domaines prioritaires concernés par cette aide sont la gouvernance, la consolidation de l'Etat, la sécurité et le développement des villes secondaires et leurs bassins ruraux. Le déblocage de ces fonds se fera d'une

part, en pleine concertation et cohérence avec les actions menées par les Etats membres actifs de l'UE au Togo notamment la France et l'Allemagne et d'autre part, confirmera la solidarité européenne essentiellement orientée vers l'avenir.

Une partie de l'enveloppe ira au secteur de la construction de la stabilité macro-économique, à la transparence dans les revenus et les dépenses de l'Etat sans oublier l'amélioration urgente des conditions de détention des personnes et l'accélération des procès

des détenus en détention provisoire, a précisé le diplomate européen. L'autre partie sera consacrée au développement des villes secondaires. C'est une enveloppe en faveur de la concertation au sein des institutions démocratiques notamment l'Assemblée nationale et la légitimité des autorités locales à travers les élections, a noté M. Martinez.

Il a souligné que cette enveloppe permettra aussi de soutenir la lutte menée par les autorités contre la torture. Cependant, « Ce n'est pas un chèque en blanc. C'est un appui », a tenu à préciser le chef de la diplomatie européenne au Togo.

M. MARTINEZ s'est par ailleurs félicité de l'excellente relation entre le Togo et l'Union. Il a souhaité qu'elle continue vers un partenariat confraternel

tourné vers le futur. L'UE est le principal bailleur de fonds du Togo. La seconde annonce faite par M. MARTINEZ au cours de cette rencontre avec la presse concerne également le doublement des ressources dédiées à la coopération régionale pour la période 2014-2020 par rapport à celles de la période de 2008-2013. Il se chiffre désormais à hauteur de 1,2 milliards d'euros soit près de 787,2 milliards de F CFA.

« Dans une période de crise financière en Europe, cet engagement souligne à nouveau la proximité entre l'Afrique et l'Europe, et l'importance que l'Union européenne accorde au développement du continent », a précisé le diplomate.

Sur ce montant, 25% des ressources seront dédiées aux questions de sécurité, de paix et de stabilité régionale, 50% à l'intégration économique et

à l'aide au commerce et les 25% restants iront à l'agriculture et à la gestion des ressources naturelles. Le diplomate a confirmé la transparence de cette aide de l'Union à la sous région ouest africaine. Cette aide n'est pas liée « au fantôme » des intérêts commerciaux européens mais il s'agit d'une aide à l'intégration économique en priorité pour l'Afrique de l'ouest, des 15 pays, 8 monnaies et de deux organisations.

« Nous restons convaincus parce que nous l'avons expérimenté nous-mêmes en Europe, que l'avenir des 300 millions de citoyens de l'Afrique de l'ouest passe par l'élimination des barrières de tout type qui entravent l'épanouissement des potentialités économiques et sociales. L'Union européenne croit à l'Afrique », a conclu le chef de la diplomatie européenne au Togo.



# Celebrate

LE VRAI, L'ORIGINAL

Chez Vlisco, nous avons beaucoup à célébrer pour ces fêtes. Cette année marque le 50e anniversaire de l'un de nos Java les plus iconiques, un best-seller très apprécié que vous connaissez peut-être sous le nom d'Angelina ou de Miriam Makeba.

Faites-vous plaisir et offrez-vous un look élégant en portant ce Java, le seul véritable original.



# VLISCO

SINCE 1846

## Sotouboua :

✎ Franck NONNKPO

## CECO BTP offre un bâtiment au CEG KPANDIYO

**L**e Collège d'Enseignement Général (CEG) Kpandiyo situé au cœur de la ville de Sotouboua a un nouveau bâtiment. Inauguré le 11 novembre dernier, ce joyau est un don du Consortium des Entreprises de Construction en Bâtiment et Travaux Publics (CECO BTP).

La construction de ce bâtiment est la réponse à une requête formulée par les responsables du CEG Kpandiyo auprès de CECO BTP pour la réfection d'un apatam dans l'établissement, a expliqué M. TAGUEMNA Koffi, Directeur du CEG Kpandiyo. « Mais CECO BTP est allé au-delà de l'amélioration de l'apatam et nous a offert ce bâtiment », s'est-il réjoui avant de s'adresser au DG de CECO BTP : « Nous ne trouvons pas les mots pour vous dire merci ... Nous demandons à l'Eternel de vous bénir, vous et tous vos employés ».

Le son de cloche était le même chez M. TAKOUDA Blèzah, Préfet de Sotouboua, qui a félicité CECO BTP pour la qualité de ses travaux. « CECO est une grande entreprise et nous sommes fiers de l'avoir chez nous », a-t-il indiqué, formulant le vœu que du CEG Kpandiyo, sortent de grands cadres pour le pays. « Nous nous efforçons d'être excel-



Le DG de CECO BTP (à gauche) et le Préfet de Sotouboua coupant le ruban symbolique

lents, d'être toujours les premiers dans tout ce que nous faisons, car il n'y a pas de place pour les médiocres dans le monde de demain », a lancé pour sa part M. AMOUZOU Constantin, D.G de CECO BTP, parlant de son entreprise. Pour lui, « l'éducation n'est pas une option mais une priorité absolue » et « on ne peut pas faire du développement sans éduca-

tion », croit dur comme fer M. AMOUZOU. Aussi c'est avec fierté et un agréable sentiment de rendre service à la nation que CECO BTP a -t-il cru devoir voler au secours des élèves du CEG Kpandiyo pour leur permettre d'étudier dans de bonnes conditions, a expliqué le DG de CECO BTP. « Puisse Dieu, avec les moyens qu'il nous donnera demain, nous permettre de

réaliser d'autres ouvrages comme celui-ci », a-t-il souhaité. S'adressant aux élèves, M. AMOUZOU a déclaré : « C'est une chance unique que vous avez de vous instruire... La souffrance de vos parents, le sacrifice de vos enseignants, les efforts des autorités pour vous donner un bon cadre, c'est le meilleur cadeau de Noël qu'on puisse vous offrir ».



Le nouveau bâtiment du CEG Kpandiyo

D'un coût total de 19.138.245 (dix neuf millions cent trente huit mille deux cent quarante-cinq) FCFA, entièrement financé par CECO BTP, le nouveau bâtiment, construit sur une superficie de 380 m<sup>2</sup>, comprend quatre salles avec deux tableaux chacune et une rampe pour personne handicapée. Démarrés en avril dernier, les travaux ont duré cinq mois.

CECO BTP n'est pas à sa première œuvre humanitaire à Sotoubou, où elle a installé son siège. L'entreprise a déjà offert à la ville un centre de santé, un centre de loisirs etc.

CECO BTP n'est pas à sa première œuvre humanitaire à Sotoubou, où elle a installé son siège. L'entreprise a déjà offert à la ville un centre de santé, un centre de loisirs etc.

CECO BTP n'est pas à sa première œuvre humanitaire à Sotoubou, où elle a installé son siège. L'entreprise a déjà offert à la ville un centre de santé, un centre de loisirs etc.

## Le processus de création de l'OTR en bonne voie

✎ Rosalyn DATHEY

**E**n décembre 2012, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité la loi instituant l'Office Togolais des Recettes (OTR). Près d'un an après, le processus de création de cet Office est en bonne voie, a annoncé le vendredi 08 novembre 2013, le ministre de l'Economie et des finances, M. Adjì Othèt AYASSOR au cours d'une rencontre avec la presse.

Cet Office, premier du genre en Afrique de l'ouest francophone, intègre en son sein, les directions générales des douanes, des impôts et des services généraux en une structure unique.

« C'est une réforme novatrice qui se situe dans le cadre de la deuxième génération des réformes que nous avons engagées depuis pratiquement cinq ans pour l'amélioration de la gouvernance et la relance de l'économie de notre pays », a précisé M. Adjì Othèt AYASSOR qui parle de « réforme osée et révolutionnaire ».

Chargé de recouvrer les impôts, taxes et droits de douanes pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales, l'Office est aussi chargé de promouvoir le consentement volontaire à l'impôt et de combattre la fraude, l'évasion fiscale et doua-

nière. « Il y aura des services au sein même de la structure qui vont traquer les gens. Il y aura un bureau dénommé bureau anti-corruption qui sera chargé de traquer. Tous les moyens seront utilisés pour traquer », a souligné le ministre, pour qui « le Togo ne peut plus se contenter des appuis budgétaires ; nous ne voulons plus tendre la main. Il y a des niches fiscales dans notre pays. Si nous pouvons mettre en place un système qui attire le secteur informel vers le formel, nous arriverons à mobiliser les fonds ».

Doté d'une autonomie de gestion administrative et financière, l'Office a aussi son propre personnel pour mobiliser les ressources et financer le programme de développement économique et social du Togo.

La nouvelle structure ne vise pas la



M. Adjì Othèt AYASSOR

fusion des services des deux régies (douanes et impôts). Mais il s'agit d'une intégration des deux institutions qui se fait au niveau des directions générales qui formeront ensemble le comité de direction de l'OTR. Le Commissaire général et les trois Commissaires définissent ensemble la stratégie de l'OTR mais les fonctions opérationnelles sont exécutées séparément dans chaque régie. Les fonctionnaires des douanes et des impôts gardent leur spécificité mais ils pourront

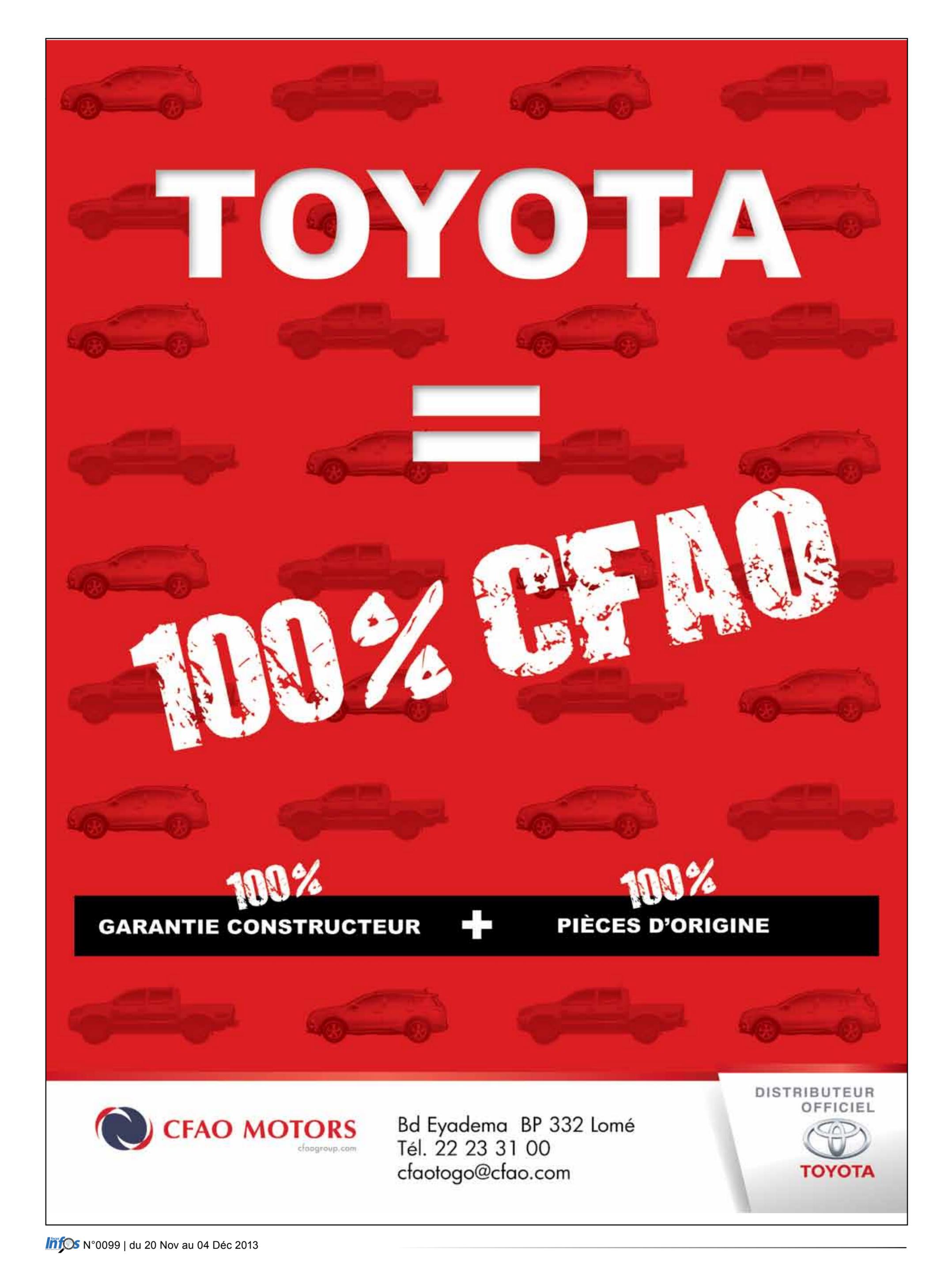
cependant communiquer plus facilement pour mieux se coordonner dans la collecte des recettes.

« Nous ne sommes pas en train de nous débarrasser des régies. Nous sommes tout simplement en train de faire un peu plus en matière de réformes. Et comme dans beaucoup de pays ça a marché également chez nous », martèle le ministre AYASSOR.

Le recrutement du Commissaire général ouvert aux nationaux et internationaux a été confié à un

cabinet international. Celui-ci a sélectionné un short list dans laquelle le conseil des ministres nommera très prochainement le Commissaire général. Selon la liste fournie par ce cabinet, aucun Togolais n'a postulé à l'appel à candidature. « Sur les 81 personnes qui ont fait acte de candidature, il n'y a pas de Togolais. Et sur les six retenus naturellement il n'y a pas de Togolais. J'insiste pour dire que le concours a été ouvert à tout le monde ; il suffisait tout simplement de remplir les conditions, de remplir les critères de compétences requises », a déclaré le ministre. Cependant, les trois commissaires qui assisteront le Commissaire général seront uniquement des Togolais. Pour les trois postes de Commissaires, 86 dossiers ont été déposés. Le Commissaire général prendra fonction avant la fin de l'année, a précisé le ministre de l'Economie et des Finances. L'Office sera opérationnel au plus tard début 2014.

Institué pour la première fois sur le continent par l'Ouganda, l'OTR est aujourd'hui présent dans 15 pays africains.



# TOYOTA

=

# 100% CFAO

**100%**  
**GARANTIE CONSTRUCTEUR + PIÈCES D'ORIGINE**



Bd Eyadema BP 332 Lomé  
Tél. 22 23 31 00  
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR  
OFFICIEL



# 11ème Foire internationale : Togo Télécom annonce les couleurs

✎ Kossi THEMANO (stagiaire)

Depuis plus de 10 ans elle vous offre la Foire Internationale de Lomé (FIL). Depuis plus de 10 ans, Elle vous surprend avec ses innovations et ses solutions. Chaque année, la question est la même: "Que nous réserve TOGO TELECOM cette fois-ci?"

## SOUVENIR, SOUVENIR...

En 2012, les visiteurs de la foire ont découvert l'ILLICO ANDROIDE, le premier Illico doté du fameux système d'exploitation androïde. Les visiteurs ont également pris d'assaut la Place de la "FONTAINE ARC-EN-CIEL" devenue le lieu de "pèlerinage" de tous les visiteurs. Et que dire de la journée Togo Telecom au cours de laquelle les visiteurs se sont amusés comme des fous? Tombola, concert, karaoké et toute sorte de divertissements. En



2012, les visiteurs ont également apprécié le cyber haut débit à prix très réduit et surtout les stands pré-équipés de connexion ADSL Hélim Fixe.

Dans cet univers d'ambiance festive, TOGO TELECOM a acquis le surnom de Champion du haut débit.

La FONTAINE ARC-EN-CIEL jaillira de toute sa splendeur, plus lumineuse qu'avant. Ensuite demandez le programme de TOGO TELECOM à la foire car, en plus de la "Journée TOGO TELECOM" d'autres journées sont prévues avec leurs lots de surprises. Pour les solutions en téléphonie et

en Internet, vous n'avez aucun souci à vous faire: des commerciaux serviables seront disponibles pour satisfaire vos moindres demandes.

## LES SURPRISES

Oui parlons-en! Mais si on en parle maintenant, serait-ce encore des surprises? Cependant voici quelques indices: LA FONTAINE ARC-EN-CIEL changera de visage et un nouveau produit révolutionnaire va vous faire décoller de vos sièges ou vous laisser muet d'étonnement; tout dépend de comment vous réagissez aux bonnes nouvelles.

Rendez-vous le 29 Novembre au pavillon OTI!



## Faire connaître les métiers de la communication d'entreprise: Les professionnels en journée de réflexion

✎ Essénam KAGLAN (stagiaire)

Les métiers de la communication d'entreprise au Togo étaient au centre d'une journée de réflexion qui a réuni le 12 novembre à Lomé plusieurs acteurs du monde de la communication au Togo. Première du genre, la rencontre vise à partager des expériences sur les métiers de communication d'entreprise. C'est une initiative du CEROCE (Centre d'Étude et de Recherche sur les Organisations, la Communication et l'Éducation).

Pour la cinquantaine de participants, il s'agit de faire l'état des lieux du métier de la communication d'entreprise vue la complexité, la densité et la confusion qui entourent ce métier en pleine mutation.

Au cours des échanges, les

participants ont dissipé les zones d'ombre qui entourent le métier de communicateur et ont déploré l'accumulation des fonctions de communication par un seul personnel. Ils se sont toutefois déclarés satisfaits des échanges.

La satisfaction n'est pas seulement du côté des professionnels de la communication. Pour Mocktar Sow, Secrétaire Général du Conseil National du Patronat (CNP): « Notre intérêt pour cette journée de réflexion et le thème retenu s'expliquent par notre désir d'encourager le recrutement de communicateurs dans les



Photo de famille des participants

différentes entreprises en tenant compte des descriptions que nous venons d'en faire. Les attentes sont énormes ».

Même son de cloche de la part de M. Amoussou Edmond, directeur général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), pour qui l'équivoque sur le rôle joué par la communication dans une entreprise doit être levée au cours de cette journée de réflexion.

« Dans l'imaginaire collectif, quand on parle de communication, la majorité des personnes entendent immédiatement le journalisme,

l'audiovisuel ou les agences de communication », souligne-t-il.

Selon lui quand on parle de communication, rares sont ceux qui pensent à la communication appliquée à une entreprise ou à une organisation quelconque. Or, pour assurer un fonctionnement performant

des organisations et des entreprises, il est désormais impératif d'intégrer en leur sein la fonction communication.

Rappelons que le CEROCE (Centre d'Étude et de Recherche sur les Organisations, la Communication et l'Éducation) est un centre de

recherche de l'Université de Lomé, rattaché à l'institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA). Il a pour but de contribuer à une connaissance scientifique des problématiques relatives aux organisations, à la communication et à l'éducation.

## La semaine bucco-dentaire au Togo : Tout savoir sur la dent en sept jours

✎ K. Thémanou (stagiaire)

Dent saine pour une vie saine», c'est le thème choisi par l'Association des Chirugiens-Dentistes du Togo (ACDT), pour célébrer la 3ème édition de la semaine bucco-dentaire au Togo lancée le 12 novembre dernier à Gbodjomé dans la préfecture des Lacs. Pendant une semaine, les professionnels de la dent, ont informé les populations togolaises sur les causes et conséquences des maladies de la dent et les ont formées par rapport à l'entretien de cet organe très cher à l'organisme humain.

La semaine bucco-dentaire est instituée au Togo depuis 2011. L'objectif est d'informer les populations sur l'importance de la dent dans le fonctionnement de l'organisme et les éduquer par rapport à son entretien.

Au Togo, selon Dr AMAGLO Kokou James, stomatologue chirurgien dentiste au CHUSYLVANUS Olympio de Lomé, la négligence des dents fait perdre énormément de vies humaines. « Au moins une personne décède

devant moi, chaque mois voire chaque semaine au service ORL du CHU suite aux complications des infections de la dent. Une négligence qui, parfois, ruine totalement les familles ; quand une ligne est franchie, le malade meurt. Quand on a un mal de dent, le premier réflexe doit être d'aller voir un spécialiste (chirurgien dentiste). Il faut éviter de s'auto traiter, ni d'aller chez des amateurs ».

Pour la présidente de l'ACDT Dr FAGBEGNON Sikavi Amivi, il est urgent de communiquer autour des maux de dent et des spécialistes de ces maladies. « Nous tenons à faire la différence entre les dentistes professionnels que nous sommes et les dentistes opportunistes. Nos populations ne doivent plus mourir des maux de dent ».

Selon les spécialistes, il est indispensable d'aller voir un dentiste une fois par an, pour se faire consulter. Éviter des comportements qui peuvent nuire à la dent notamment ouvrir des bouteilles avec les dents, manger des aliments trop chauds ou trop

froids. L'utilisation des pâtes dentifrices précédemment exposées au soleil est aussi déconseillée. Le suivi strict de ces conseils nous permet d'avoir des dents saines et durables.

Indiquant qu'il y a plusieurs maladies de la dent notamment les tumeurs odontogènes et plusieurs infections dont la plus répandue est la carie dentaire, une maladie due à la saleté des dents, les membres de l'ACDT ont invité toute la population des Lacs et du Togo en général, à lutter contre cette infection en se brossant régulièrement la dent, surtout avant de se coucher la nuit.

Le vendredi 15 novembre 2013, des consultations dentaires gratuites dans tous les hôpitaux privés comme publics, ont été organisées sur toute l'étendue du territoire togolais.

Présent à la cérémonie de lancement, M. Joseph Akuété EDAN préfet des Lacs, s'est réjoui du choix de la localité pour le lancement de l'évènement.

## Trois hommes au cœur de la visite de Faure GNASSINGBE en France

Si la visite officielle effectuée par le Président de la République Faure GNASSINGBE en France participe de la relation normale entre deux pays amis dont les dirigeants se rencontrent lorsque les circonstances l'exigent pour évoquer l'état de leur coopération et différents sujets brûlants de l'heure, il n'en demeure pas moins que c'est aussi une prime aux réformes qui sont en cours dans le pays depuis plusieurs années. De même que celle à l'engagement du Togo sur plusieurs théâtres d'opération, en matière de lutte contre le terrorisme et l'insécurité maritime. Outre les différents contacts de haut niveau pris, trois hommes ont nettement contribué à l'organisation de cette visite officielle.

ROBERT DUSSEY, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION :



Son arrivée dans ce département est l'un des choix pertinents du Président de la République dans la composition du dernier gouvernement, car contribuant à booster ce ministère et à lui donner un nouvel élan.

Si le principe de la visite se mettait en place avant sa nomination, il a cependant largement participé à sa concrétisation ; grâce à son « réseau » et à sa très bonne connaissance des milieux diplomatiques français ; que lui facilite non seulement son parcours, mais aussi parce qu'étant un frais émoulu de la Légion d'Honneur français.

NICOLAS WARNERY, AMBASSADEUR DE FRANCE AU TOGO :

Ce diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris qui a pris fonction au Togo depuis octobre 2011



après plusieurs postes dans la haute administration française ou comme diplomate dans différents pays, est l'un des artisans de cette visite. Celui dont un des collaborateurs nous confiait il y a quelques mois que c'est le « profil type de diplomate dans ce que cette fonction a de plus noble, fait d'écoute et de responsabilité,

tout en ne perdant pas de vue l'intérêt de son pays » s'est toujours engagé pour le Togo, notamment dans l'apaisement du climat politique et la promotion du dialogue entre les acteurs. C'est aussi un VRP de luxe pour la destination Togo pour les entreprises françaises.

CALIXTE MADJOLBA, AMBASSADEUR DU TOGO EN FRANCE :



Calixte MADJOLBA trace son sillon avec une redoutable efficacité. Très apprécié des milieux diplomatiques hexagonaux pour sa disponibilité et son sens de l'Etat, il est décrit par ses collaborateurs comme un pèlerin infatigable de la cause togolaise. Ils lui trouvent tout de même une faiblesse : sa recherche permanente et parfois obsessionnelle que les choses soient bien faites.

### EN MARGE DE LA VISITE, RENCONTRES ET AUDIENCES POUR FAURE GNASSINGBE

En marge de sa visite officielle en France, le Président de la République a eu des entretiens avec plusieurs personnalités.

nomie qui était au centre de ses rencontres. D'abord avec Anne LAUVERGEON, ex-PDG du Groupe nucléaire public AREVA, membre du Conseil d'admini-



Faure GNASSINGBE reçu par Abdou DIOUF

Au titre de la Coopération entre cette institution et le Togo, Faure GNASSINGBE s'est rendu peu après son entretien à l'Elysée avec François HOLLANDE le vendredi 15, au siège de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) à Paris pour y rencontrer son secrétaire général Abdou DIOUF. Les deux hommes ont évoqué les champs de coopération entre le Togo et l'organisation qu'il dirige. Le Chef de l'Etat togolais a tenu à faire le déplacement pour visiter les nouveaux locaux de l'OIF situés dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

La veille à son hôtel, c'est l'éco-

nistration d'EADS et surtout, siégeant au Conseil Présidentiel sur l'Investissement (TPIAC), créé par Faure GNASSINGBE et qui regroupe experts et hommes d'affaires internationaux chargés de conseiller le gouvernement. Sa prochaine réunion est prévue au premier trimestre 2014.

Ensuite, le Chef de l'Etat a reçu Michel ROUSSIN, président du Comité Afrique du MEDEF (le patronat français) qui était accompagné d'une délégation de représentants de grandes entreprises dont VEOLIA par exemple. L'ancien ministre a confié que la stabilité politique ainsi que l'amé-

lioration du climat des affaires au Togo font que désormais le Togo, est un objectif pour le MEDEF qui compte participer au décol-

lage spectaculaire de l'économie togolaise. Convaincu que le Togo est sur la bonne voie, monsieur ROUSSIN a identifié les secteurs

qui intéresseraient les entreprises françaises : l'environnement, l'agriculture, le transport et l'énergie notamment.

### QUEL PROTOCOLE POUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ?

Le début de la visite officielle de Faure GNASSINGBE en France a donné lieu à polémiques ; certains médias le qualifiant de flop pour n'avoir pas été accueilli à son arrivée par son homologue français. Ils railleront le fait que ce soit le préfet du Morbihan Jean-François SAVY, qui ait accueilli le Chef de l'Etat à son arrivée en Bretagne, dans l'Ouest de la France, au deuxième jour de sa visite.

Selon un fonctionnaire du Quai d'Orsay (Ministère français des Affaires Etrangères) que nous avons approché, ces polémiques sont visiblement fondées sur une méconnaissance des règles protocolaires françaises, qui sont à peu près les mêmes que dans les grands E+tats. D'après lui, le protocole français distingue quatre catégories de visites :

- Les visites d'état
- Les visites officielles
- Les visites de travail
- Les visites privées

C'est le Protocole qui propose le degré de classification de la visite qui est ensuite approuvé par la

Présidence de la République. De cette classification découleront l'organisation de la visite et le type d'honneur qui seront rendus au visiteur étranger. Pour le cas de la visite du Président de la République Faure GNASSINGBE, il s'agissait en occurrence de la deuxième catégorie, qui implique un protocole et des honneurs allégés, appliqués à tous les Chefs d'Etat ou de gouvernement se retrouvant dans la même catégorie. Pour lui, le préfet représentant l'Etat central, c'est la France officielle qui a accueilli la délégation togolaise. Il n'y a rien de surprenant, encore moins de scandaleux, confie-t-il.

#### VISITE D'ETAT ET VISITE OFFICIELLE

La différence entre une visite d'Etat et une visite officielle est importante : le visiteur officiel se rend dans une capitale étrangère pour s'y entretenir avec les autorités de ce pays et y travailler. L'hôte d'Etat, en revanche, rend visite à un pays, à un peuple ; les plus hauts représentants de l'Etat l'invitent, le reçoivent et l'accompagnent.

Lors des visites d'Etat, la partie protocolaire l'emporte sur le fond. Les marques de la relation privilégiée doivent être très visibles. En France par exemple, l'accueil à l'aéroport est imposant : membre du gouvernement au pied de l'échelle, plusieurs centaines de militaires, hélicoptère jusqu'aux Invalides où reposent la dépouille d'illustres personnalités françaises comme Napoléon, escorte vers l'Elysée, siège de la Présidence française et l'hôtel Marigny, classé monument historique qui sert de résidence aux hôtes étrangers du président français. La visite d'Etat commence toujours un lundi à la mi-journée. Le Secrétaire général de la présidence vient chercher l'hôte à Marigny et le conduit pour un entretien à l'Elysée, puis grand dîner. Le mardi, montée et descente des Champs Elysées, dépôt de gerbe, déjeuner chez le Premier ministre. Une à deux visites d'Etat seulement sont organisés par an en France ; De fait, les services diplomatiques font une différence entre visite d'Etat et la visite officielle qui se manifeste donc dans le protocole, la solennité et l'apparat.



# Partout, partagez l'Internet autour de vous !!!

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE  
**HELIM**  
nomade



Le routeur WiFi seul  
à 79 000 F CFA

## Pack Helim Nomade WiFi

- 1 modem routeur WiFi
- + 1 carte SIM + Activation Internet
- + 1 Forfait PLATINIUM offert

# 99 000 F CFA



Avec le **HELIM Nomade WiFi**, accédez à Internet à grande vitesse et partagez votre débit avec vos proches.

- Jusqu'à 2.8 Mbps
- Accès WIFI simultané pour 5 appareils
- Compatible tous terminaux à connectivité WiFi
- Compatible OS Windows et Mac

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

**Service client : 112**

### ESPACES TELECOM À LOMÉ

**Ex Direction Générale**  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

**Espace HELIM**  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

**Espace Telecom AGOE NYIVE**  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

**Espace Telecom ADIDOGOME**  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

**Espace Telecom ADOBOU-KOME**  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

**Espace Telecom Place de l'Indépendance**  
Près de la Place de l'Indépendance  
Tél : (228) 22 21 86 23

**Espace Telecom ASSIVITO**  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

**Espace Telecom PORT**  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

### ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

**Espace Telecom TSEVIE**  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

**Espace Telecom ANEHO**  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

**Espace Telecom KPALIME**  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

**Espace Telecom ATAKPAME**  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

**Espace Telecom SOKODE**  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

**Espace Telecom KARA**  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

**Espace Telecom DAPAONG**  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

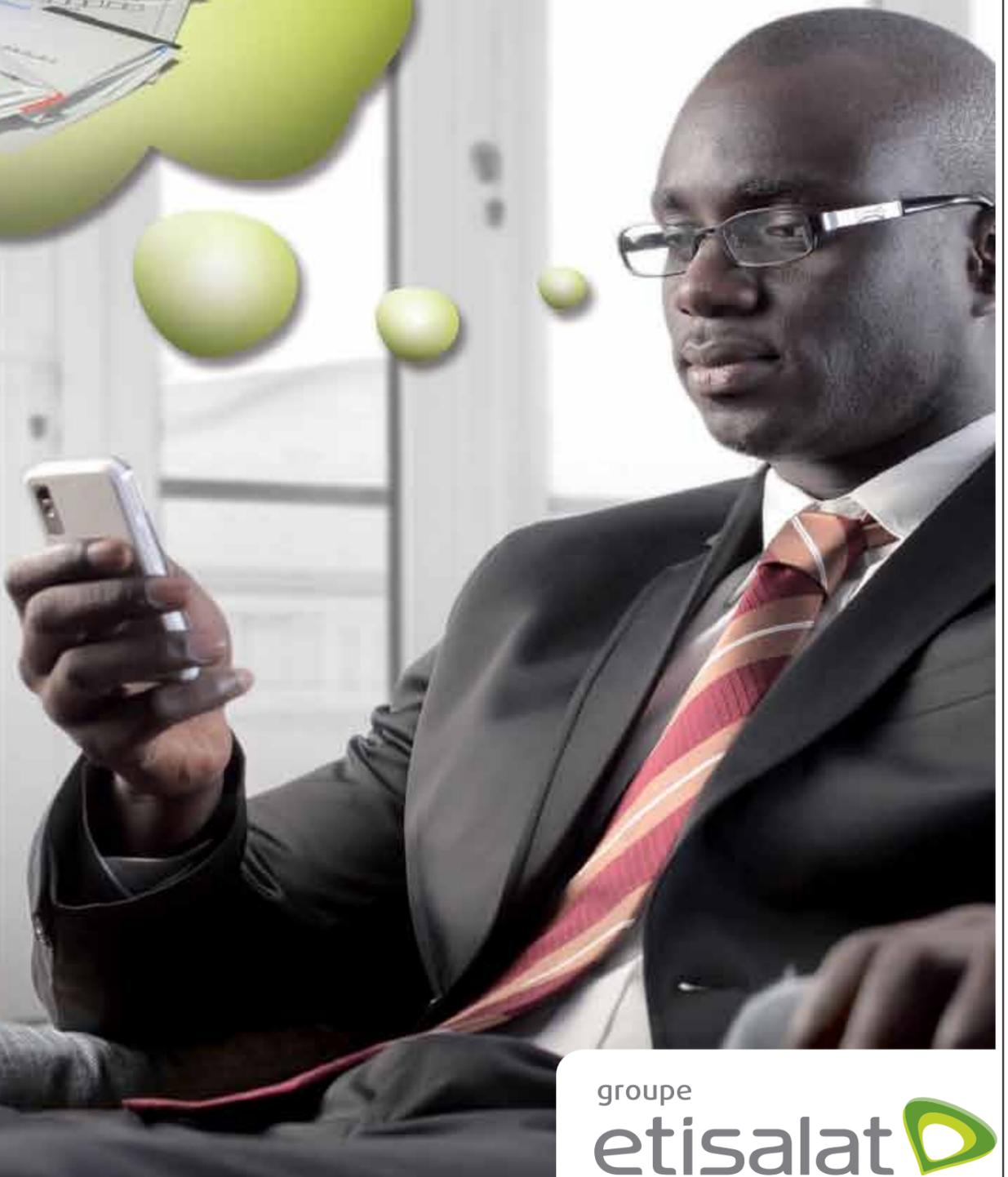


flooz

# Payer vos factures devient si simple !



Oubliez les rangs interminables et l'attente pendant des heures pour régler vos factures d'électricité et d'assurance. Avec **Flooz**, payez désormais vos **factures CEET** et **GTAC2A-VIE** à partir de votre téléphone et gagnez du temps. Pour souscrire au service, tapez **\*155#** et laissez-vous guider.



[www.moov.tg](http://www.moov.tg)

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)